

Préparons la contre-offensive ouvrière

(Suite de la première page)

le pays, d'appuis non négligeables. N'a-t-on pas vu des colons d'Algérie proclamer à Toulouse leur intention de manifester devant le Parlement? De plus, les partisans d'un assouplissement de la politique algérienne, de Pflimlin et Pinay à Mendès ou Mollet, n'ont guère de cohésion entre eux.

En d'autres termes, la crise ministérielle a ouvert une période de difficultés accrues, de contradictions renouvelées. Le système démocratique français risque d'en sortir un peu plus démantelé. Un parti supplémentaire, le M.R.P., est écartelé entre deux ailes aux visées politiques divergentes. Les groupes fascistes continuent leurs agressions, et l'on voit sur les murs de Paris des affiches où est glorifiée la manifestation des policiers devant le Palais-Bourbon.

Où tout cela va-t-il nous mener? entend-on demander partout. Et effectivement, on ne voit guère de mouvement puissant du côté des travailleurs. Les élections cantonales ont montré une constance du corps électoral. De cette stagnation, il semble que seul puisse sortir quelque gouvernement fort, qui, sous la conduite d'un de Gaulle ou d'un autre sauveur, fera les concessions nécessaires en Algérie, mais rétablira aussi la « paix sociale » en France: renforcement des pouvoirs de la police, musèlement du Parlement, réduction des libertés démocratiques, entraves à l'action syndicale.

Voilà une des possibilités de la situation. Voilà le grave danger auquel doit faire face la classe ouvrière. Comment le Parti Communiste Français l'aide-t-il à préparer cette bataille à venir?

Il faudrait d'abord organiser des groupes d'auto-défense qui ôtent aux petits parachutistes le goût de trop parader avec leurs bérets de couleur. Ensuite et surtout, répondre à l'offensive politique de la bourgeoisie vers un Etat fort par une contre-offensive de la classe ouvrière.

Car enfin, le danger le plus immédiat n'est pas que Biaggi devienne Napoléon IV, mais que la bourgeoisie française ne passe, par la voie froide, à un Etat fort. N'est-il pas remarquable qu'à droite et à gauche on s'entende déjà sur l'hypothèse d'un appel à de Gaulle? Le péril vient d'Edgar Faure, allié de Mitterrand et autres hommes de gauche, qui a réclamé le retour du général, autant que de tel ou tel indépendant.

C'est pourtant à Edgar Faure, à Mitterrand, à Mendès que veut s'allier le P.C.F. Il propose un « compromis à gauche », un gouvernement à participation communiste. Il se contentera en fait de soutenir tout gouvernement qui fera un pas en avant vers la fin de la guerre d'Algérie. La fin de la guerre, si elle n'est pas accompagnée d'un succès total des nationalistes algériens, sera utilisée par le capitalisme français qui refilera du même coup toutes les mesures économiques anti-ouvrières susceptibles de rétablir sa situation.

Voilà un des possibilités de la situation. Voilà le grave danger. Thorez n'est qu'un sabre de bois. Que faire alors? Quand on voit la bourgeoisie fourbir ses armes partout en dehors de l'Assemblée Nationale, il faut préparer la classe ouvrière à se battre d'un seul bloc, dans le pays, dans les usines comme dans la rue.

— Pour la paix et l'indépendance en Algérie, par la solidarité avec les travailleurs nord-africains et les jeunes du contingent emprisonnés.

— Pour une augmentation générale des salaires, contre les licenciements qui menacent, par la préparation systématique d'une action d'ensemble de tous les travailleurs.

— Pour une lutte efficace contre les fascistes, les ultras et les parachutistes, afin de décapiter ces troupes de choc.

Les Conseils ouvriers et la bureaucratie

(Suite de la première page)

échance que seul le parti prend en considération. Même s'il en était ainsi (ce que nous ne pensons pas) il serait impossible de diriger un Etat ouvrier contre la majorité de la classe ouvrière. Mais la situation actuelle, tant en Pologne que dans les autres Etats ouvriers, provient précisément du fait que pendant des années et des années la classe ouvrière a subi les pires privations et du fait que, même si elle a obtenu récemment quelques améliorations, elle n'a aucune part active dans la façon dont sont prises les décisions qui concernent son sort et celui du pays dont elle est officiellement la classe dirigeante.

On n'en est plus au régime de terreur de Staline; mais tout comme du temps de celui-ci, la démocratie ouvrière n'existe pas et la classe ouvrière doit subir le « rôle dirigeant » du parti.

Dans les propos de Gomulka sur ce dernier point, un rédacteur de « France-Observateur » reconnaît dans le dirigeant polonais le « léninisme jusqu'à la moelle ». Pauvre léninisme, pauvre moelle tout juste bons à satisfaire pour une fois la direction du PCF. Non, pour Lenine le rôle dirigeant du parti n'était pas une conception de rapports bureaucratiques et hiérarchiques entre une direction, son parti et les masses. Pour lui, il s'agissait d'un parti fonctionnant démocratiquement, dans lequel s'affrontaient des courants différents, éventuellement des tendances et des fractions.

Si, aujourd'hui, tous les dirigeants des Etats ouvriers ont tant peur de ces conseils ouvriers, c'est parce qu'ils ne peuvent affronter le jugement démocratiquement formulé de la classe ouvrière; et ils ne peuvent le faire parce qu'ils défendent non les intérêts à longue échéance du socialisme contre des travailleurs à courte vue, mais les intérêts immédiats de la bureaucratie, couche sociale distincte de la classe ouvrière dont les intérêts immédiats vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et des intérêts bien compris du socialisme.

Les ouvriers des Etats ouvriers sont de moins en moins disposés à subir ce « rôle de dirigeant » d'un parti en qui ils ne reconnaissent

plus exactement leur parti. Lenine — le vrai — reconnu dès 1917 que les conseils ouvriers constituèrent la forme la plus naturelle du pouvoir ouvrier (et pas seulement de la gestion de l'entreprise particulière). Cette thèse fut inscrite dans les premiers documents de l'Internationale communiste en 1919. Les soviets partout, était le cri de guerre des communistes jusque vers les années 1930.

Les conseils ne peuvent être les organismes démocratiques du pouvoir ouvrier que si, dans leur sein, s'affrontent les divers courants de pensée qui existent dans les masses travailleuses. C'est pourquoi le parti marxiste révolutionnaire ne peut espérer pouvoir y jouer un rôle politique (et non bureaucratique) dirigeant qu'en triomphant par la conviction et l'exemple sur les autres courants ouvriers s'exprimant librement. La démocratie des conseils suppose la liberté d'existence pour les autres partis ouvriers reconnaissant la structure soviétique de l'Etat, condition indispensable pour garantir également la démocratie dans le parti dirigeant.

Les ouvriers des Etats ouvriers tendent vers ces solutions, comme l'ont montré les travailleurs de Budapest en octobre-novembre 1956. Dans son discours du 14 avril, Gomulka a non seulement annoncé des mesures contre les conseils ouvriers, il a insisté sur « l'incompatibilité des grèves avec l'ordre et la légalité socialistes ». Quel chemin il a parcouru depuis ce discours d'octobre 1956 dans lequel il légitimait non seulement les grèves mais même l'émeute de Poznan!

Mais ce n'est pas une question d'ordre théorique et doctrinale qui se pose. Les ouvriers ne remettent à personne leur rôle dirigeant. Pour l'exercer, comme pour améliorer leur vie quotidienne, ils auront recours aux manifestations, aux grèves, et éventuellement aux mouvements insurrectionnels pour reprendre le pouvoir usurpé par la bureaucratie et pour rétablir la démocratie ouvrière, en faisant exercer le pouvoir par des conseils ouvriers fonctionnant démocratiquement.

Sur ces points, le Premier Mai devrait être le signal de la reprise de la lutte.

A partir de là, il devient possible d'envisager une offensive ouvrière. Celle-ci doit bien sûr s'exprimer en termes politiques, être déclenchée en fonction d'une perspective. Cette perspective, comment la voir autrement que par l'instauration d'un gouvernement qui représente vraiment et uniquement les intérêts du peuple travailleur?

Pour cela, deux choses sont nécessaires:

— Un programme d'action, clair, précis, comportant les principales revendications qu'implique la lutte ouvrière.

— Une participation ouvrière la plus directe possible. Cela ne peut s'envisager que si ce sont les représentants des grands courants politiques du prolétariat qui exercent le pouvoir, sans alliances avec tel ou tel radical ne représentant qu'une courroie de transmission de l'influence bourgeoise. Mais que les dirigeants communistes ou socialistes soient sous le contrôle de la classe ouvrière, telle qu'elle s'exprime dans les syndicats et les comités qui se formeront à la base, en cas de lutte.